

ACHATS CENTRAUX  
HOTELIERS, ALIMENTAIRES ET  
TECHNOLOGIQUES  
Hôpital Bicêtre  
78, rue du Général Leclerc  
94270 Le Kremlin Bicêtre  
Tél : 01 53 14 69 00  
Fax: 01 53 14 69 99

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

**Consultation n°25-014**

**Applicable au lot 03**

Procédure : Appel d'offres ouvert

Objet de la consultation : Prestations de sécurité générale, de surveillance, de télésurveillance et de sécurité incendie pour le compte des six groupes hospitalo-universitaires, de divers établissements hospitaliers, d'instituts et organismes de formation, de services centraux et généraux et du siège de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris (AP-HP).

### **Lot 03 – Prestations de sécurité incendie**

Pour une période ferme de quatre ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025, résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, 6 mois avant sa date de fin.

Ce document comprend 30 pages, il est associé au cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Ce document comprend 3 annexes.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 1 sur 30

# SOMMAIRE

<b>GLOSSAIRE.....</b>	<b>3</b>
<b>1. OBJET.....</b>	<b>4</b>
1.1 Description générale .....	4
1.2 Durée .....	4
1.3 Décomposition en lots .....	4
1.4 Volumétrie du lot 03.....	5
<b>2. CONTEXTE DES PRESTATIONS .....</b>	<b>5</b>
2.1 Présentation de l'Assistance-Publique – Hôpitaux de Paris.....	5
2.2 Contexte spécifique relatif aux structures contractantes.....	8
2.3 Missions générales et limites d'intervention relative à la prestation demandée .....	8
<b>3. OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE .....</b>	<b>9</b>
3.1 Dispositions réglementaires .....	9
3.2 Renouvellement du personnel mis à disposition.....	12
3.3 Pénalités liées à un ou des manquements dans l'exécution de la prestation .....	13
<b>4. DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>13</b>
4.1 Missions des personnels mis à disposition par le prestataire .....	14
4.2 Missions complémentaires .....	15
4.3 Dispositions requises pour l'exécution des prestations.....	16
4.4 Tenues de travail et port d'un badge d'identification .....	16
4.5 Gestion, entretien, remise à niveau et renouvellement des matériels .....	18
4.6 Usage de l'alphabet phonétique international.....	18
4.7 Main(s) courante(s) électronique(s).....	19
4.8 Exécution des prestations par les personnels du prestataire.....	19
4.9 Formation des personnels mis à disposition.....	22
4.10 Protection des personnels mis à disposition.....	23
4.11 Accidents et prises en charge des personnels mis à disposition.....	23
4.12 Adaptation des personnels aux divers sites d'emploi .....	24
4.13 Remise à disposition d'un personnel salarié du prestataire .....	24
4.14 Discipline intérieure .....	25

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 2 sur 30

## Glossaire

Les définitions suivantes se rapportent aux termes employés dans le cadre de la consultation et du présent cahier des clauses techniques particulières. Ces termes peuvent avoir un sens différent dans un autre contexte.

<b>AP-HP</b>	Assistance Publique – Hôpitaux de Paris
<b>GHU</b>	Groupe hospitalo-universitaire
<b>Site</b>	Etablissement hospitalier
<b>PIC</b>	Pôle d'intérêt commun
<b>Siège</b>	Siège de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris
<b>Structure(s) contractante(s)</b>	Structure de l'AP-HP (GHU, site, PIC ou Siège) signataire du (des) marché(s) subséquent(s) conclu(s) sur le fondement de l'accord-cadre
<b>Représentant(s)</b>	Directeur de la structure contractante et/ou, par délégation, leur représentant dûment mandaté, en l'occurrence le chargé de sécurité générale et/ou son adjoint
<b>Prestataire</b>	Titulaire de l'accord-cadre et/ou du (des) marché(s) subséquent(s), signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre
<b>RC</b>	Règlement de la consultation
<b>CCAP</b>	Cahier des clauses administratives particulières
<b>CCTP</b>	Cahier des clauses techniques particulières
<b>ERP</b>	Etablissement recevant du public
<b>IGH</b>	Immeuble de grande hauteur
<b>SSIAP</b>	Service de sécurité incendie et d'assistance à personnes
<b>PCA</b>	Plan de continuité d'activité
<b>NRBC-E</b>	Nucléaire, Biologique, Chimique, explosif

# 1. Objet

## 1.1 Description générale

L'appel d'offres ouvert a pour objet les prestations de sécurité générale, de surveillance, de télésurveillance et de sécurité incendie pour le compte des six groupes hospitalo-universitaires, de divers établissements hospitaliers, d'instituts et organismes de formation, de services centraux et généraux et du siège de l'Assistance publique- hôpitaux de Paris (AP-HP) :

- six groupes hospitalo-universitaires, composés d'établissements hospitaliers ;
- pôles d'intérêt commun, essentiellement logistiques, tertiaires et pharmaceutiques ;
- services centraux et généraux ;
- siège de l'AP-HP

L'hôpital marin d'Hendaye (Pyrénées-Atlantiques) et l'hôpital San Salvador d'Hyères (Var) ne sont pas compris dans ce périmètre.

Les directeurs des groupes hospitalo-universitaires et des structures indépendantes contractantes ont toute latitude, au vu des délégations de signature des directeurs des établissements hospitaliers et des directeurs adjoints et en adéquation avec la dernière version de l'arrêté matière de la direction générale de l'APHP, pour déterminer le périmètre d'intervention des marchés subséquents qu'ils déclineront au sein du périmètre qui leur est délégué.

La cohérence avec la politique de sécurité définie par la direction générale (pilotée par la direction de la sécurité générale) de l'AP-HP déclinée au niveau de ces groupes hospitalo-universitaires, hôpitaux et diverses structures indépendantes contractantes est préconisée et un marché subséquent s'appliquant à l'ensemble d'un groupe hospitalo-universitaire semble pouvoir répondre au mieux à cette problématique.

## 1.2 Durée

Les accords-cadres issus de la présente consultation sont conclus pour une période d'exécution de quatre ans à compter du 1<sup>er</sup> Juillet 2025, éventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, 6 mois avant la date de fin de chaque période.

## 1.3 Décomposition en lots

L'appel d'offres ouvert est décomposé en quatre lots distincts :

Numéro du lot	Objet	Forme du marché
01	Prestations de sécurité générale, de surveillance et d'intervention humaine	Accord-cadre à marchés subséquents
02	Prestations de télésurveillance	Accord-cadre à marchés subséquents
03	<b>Prestations de sécurité incendie</b>	Accord-cadre à marchés subséquents
04	Prestations de sécurité générale et de sécurité incendie pour les établissements de l'AP-HP dans lesquels ces missions peuvent être mutualisées, dans le respect des dispositions réglementaires relatives à sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) et des immeubles de grande hauteur (IGH)	Accord-cadre à marchés subséquents

**Seules les spécifications techniques relatives au lot 03 sont décrites dans le présent CCTP.**

Les spécifications techniques relatives aux lots 01, 02, 04 et 05 font l'objet de CCTP distincts et spécifiques, au vu des contraintes réglementaires ou techniques.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 4 sur 30

## 1.4 Volumétrie du lot 03

Les volumétries présentées ci-après sont communiquées à titre indicatif et n'ont pas de valeur contractuelle.

Numéro du lot	Objet	Volumétrie estimée
03	Prestations de sécurité incendie	627 459,69 heures

Les volumétries relatives aux lots 01, 02 et 04 sont précisées dans les CCTP spécifiques à ces lots.

## 2. Contexte des prestations

### 2.1 Présentation de l'Assistance-Publique – Hôpitaux de Paris

L'AP-HP assure ses missions de soins et d'accueil des victimes et patients, traditionnellement sur le territoire de la région Ile-de-France, composé de huit départements, dont la population dépasse désormais les douze millions d'habitants<sup>1</sup>, ainsi qu'en province, où elle dispose de quatre autres établissements hospitaliers, à vocation médicale de traitements, de soins et de suivi médicaux très spécifiques.

L'AP-HP accueille en outre et très régulièrement, un certain nombre de patients provenant d'autres régions administratives françaises, qu'elles soient géographiquement proches ou plus lointaines, suivis dans l'un au moins de ses groupes hospitalo-universitaires et de ses établissements hospitaliers.

L'AP-HP constitue, à ce jour, le **Centre Hospitalier Universitaire d'Ile de France** et est le premier centre hospitalier universitaire de France et d'Europe. Il est reconnu comme établissement de santé de référence par le ministère de la Santé et des solidarités.

Elle assure une prise en charge s'appuyant sur toutes les possibilités diagnostiques et thérapeutiques. L'ensemble des spécialités organisées autour de 52 disciplines médicales, biologiques et mixtes y sont représentées.

L'AP-HP est composée de six groupes hospitalo-universitaires, de sites hospitaliers et de structures de soutien technique, logistique et tertiaire, représentant un total cumulé de près de cinquante-deux emprises bâties, qui offrent actuellement une superficie totale disponible de plus de 3.000.000 de mètres carrés.

Groupes hospitalo-universitaires (GHU)	Sites hospitaliers constitutifs des GHU		
<b>APHP.Centre – Université de Paris Cité</b>	Broca Cochin	Corentin-Celton Hôtel Dieu	Necker – Enfants Malades Vaugirard – Gabriel-Pallez Hôpital Européen Georges-Pompidou
<b>AP-HP.Hôpitaux Universitaires Henri-Mondor</b>	Albert-Chenevier Dupuytren	Emile-Roux Georges-Clémenceau	Henri-Mondor
<b>AP-HP.Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis</b>	Avicenne	Jean-Verdier	René-Muret
<b>AP-HP.Nord – Université de Paris Cité</b>	Beaujon Bichat – Claude-Bernard Bretonneau	Fernand-Widal Lariboisière Louis-Mourier	Paul-Doumer Robert-Debré
<b>AP-HP.Sorbonne Université</b>	Armand-Trousseau Charles-Foix	La Roche-Guyon Rothschild Pitié-Salpêtrière	Saint-Antoine Tenon

<sup>1</sup>Selon le dernier recensement INSEE, effectué au cours de l'année 2016.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 5 sur 30

Groupes hospitalo-universitaires (GHU)	Sites hospitaliers constitutifs des GHU		
AP-HP.Université Paris-Saclay	Ambroise-Paré	Bicêtre	Raymond-Poincaré
	Antoine-Béclère	Paul-Brousse	Sainte-Périne
Hôpital Maritime de Berck			
Établissements non rattachés à un GHU			
Hôpital Marin d’Hendaye	Hôpital San Salvador	Hospitalisation à Domicile	
Pôles d’intérêt commun et services centraux			
Siège		Service Central des Ambulances (SCA)	
Achats centraux hôteliers, alimentaires et technologiques (ACHAT)		Service Central des Blanchisseries (SCB)	
Agence générale des équipements et produits de santé (AGEPS)		Service Maintenance Sécurité (SMS)	
Centre de formation et de développement des compétences (CFDC)			

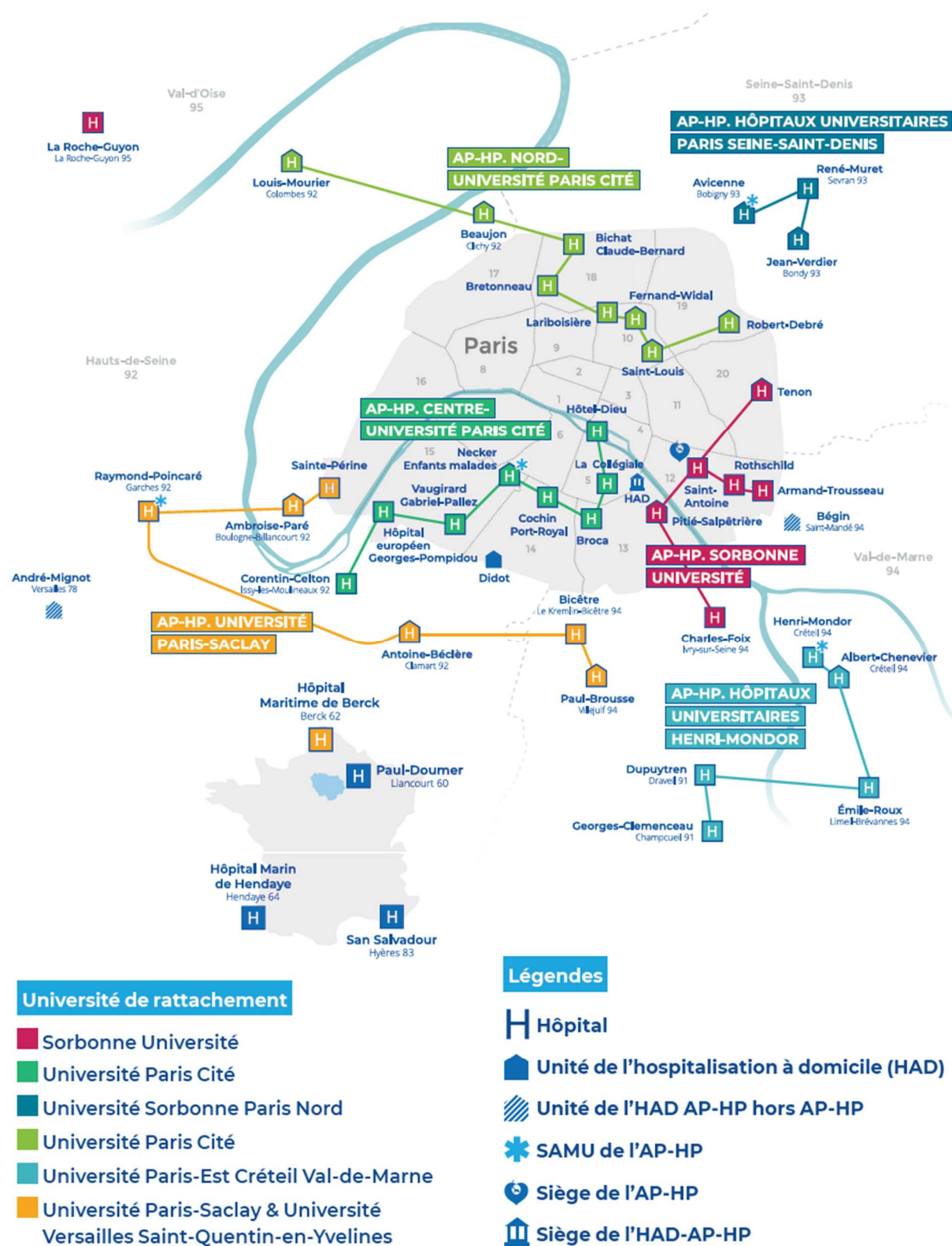
### 2.1.1 L'AP-HP en quelques chiffres<sup>2</sup>



<sup>2</sup> La présentation « L'AP-HP, 1<sup>er</sup> CHU d'Europe – L'essentiel » est fournie en annexe 1 du présent CCTP.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 6 sur 30

## 2.1.2 Carte de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris



A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 7 sur 30

## **2.2 Contexte spécifique relatif aux structures contractantes**

Le contexte particulier de chacun des GHU, sites, PIC et du Siège sera précisé et explicité en détail dans la lettre de consultation et dans les annexes techniques et administratives complémentaires jointes, tels que le CCAP et le CCTP, spécifiques à chacun des marchés subséquents, passés sur le fondement des présents accords-cadres.

Ce contexte spécifique recouvre toute particulièrement la ou les spécialités médicales offertes au sein des départements médico-universitaires de ces structures contractantes, le bassin de vie couvert, son implantation géographique globale, urbaine, péri-urbaine, régionale voire extrarégionale, son organisation médicale, son organigramme fonctionnel, son architecture hospitalière, qu'elle soit de type pavillonnaire ou de type monobloc et toutes autres particularités ou spécificités, nécessaires à la proposition d'une offre technique concrète, cohérente, potentiellement évolutive, adaptée et ajustée au plus près de la demande formulée.

Elle comprendra de surcroît la présentation administrative globale de la structure contractante, l'implantation du ou des bâtiments les composant, les différents accès permettant d'y entrer et/ou d'en sortir, les éventuelles zones sensibles, voire réservées, les particularités d'implantation, d'organisation, de fonctionnement et d'exploitation impactant directement les aspects sécuritaires dans leur ensemble.

## **2.3 Missions générales et limites d'intervention relative à la prestation demandée**

Sauf exception liée à l'obligation de prêter secours à une personne en difficulté ou à l'accueil des services publics de secours, la mission s'exerce à l'intérieur des sites de la structure contractante qui, en vertu de son pouvoir de police et d'organisation du service, édicte les recommandations générales (règlement intérieur) ou les consignes particulières nécessaires au maintien de la sécurité incendie dans son établissement.

Toutefois l'architecture où l'implantation des bâtiments de certains sites, obligent les personnels à parcourir des distances à pied sur la voie publique. Cela sera précisé dans les marchés subséquents et le plan de prévention.

Les missions principales des Services de Sécurité Incendie sont définies par :

- Le « Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public » (arrêté du 25 juin 1980 modifié) ;  
*ci-après dénommé « Règlement de sécurité ERP » dans la suite du présent CCTP*
- Le « Règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique » (arrêté du 30 décembre 2011 modifié) ;  
*ci-après dénommé « Règlement de sécurité IGH » dans la suite du présent CCTP*
- L'arrêté du 2 mai 2005 modifié relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur.

Les agents du prestataire sont placés, pour ce qui concerne l'exécution du marché, sous la responsabilité de leur employeur et sous l'autorité opérationnelle d'un Chef de Service de Sécurité Incendie désigné par le directeur de la structure contractante qui s'assure du respect des consignes et de la réalité du service fait.

Les agents mis à disposition par le prestataire pourront être déployés sur l'ensemble des sites d'un GHU ou PIC.

Dans le cadre de la passation des marchés subséquents, les structures contractantes pourront, selon leurs spécificités, intégrer à leur(s) CCTP les prestations suivantes :

- Dégagement des personnes bloquées dans les ascenseurs ;
- Contribution à l'inspection et à la maintenance des moyens de secours et équipements concourant à la sécurité des sites (moyens de secours contre l'incendie et dispositifs actionnés de sécurité associés, désenfumage, éclairage de secours, ...) ;
- Contribution au déploiement et des dispositifs de crises (plans Blancs, plan AMAVI, plans Grippe aviaire, dispositifs NRBC, plan Crue...) ;
- Sécurité des hélistructures ;
- Assistance et accompagnement à la Maintenance technique ;

Les conditions d'exécution de ces missions seront précisées par les structures contractantes dans les cahiers de clauses techniques des marchés subséquents.

Le prestataire établira une consigne spécifique pour ces missions.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 8 sur 30



### 3. Obligations du prestataire

Le prestataire se doit de respecter l'ensemble des dispositions légales, administratives et sociales, régissant le travail sur le territoire national<sup>3</sup>, au vu de l'intégralité des textes usuels, opposables et reconnus devant les juridictions, tant de médiation que de jugement, en cas de survenue d'un litige l'opposant soit à l'un de ses personnels de sécurité générale qualifiés, salarié de son entreprise, soit à la structure contractante.

Toute disposition figurant dans le présent accord-cadre, reprise exactement dans l'énoncé du marché subséquent liant la structure contractante, est réputée avoir été lue en totalité, parfaitement comprise, explicitée le cas échéant et en tant que de besoin, puis acceptée intégralement et sans réticences par le prestataire et ce pour toute la durée d'exécution dudit marché subséquent signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

#### 3.1 Dispositions réglementaires

Les diverses prestations demandées dans le cadre du présent accord-cadre, telles que définies dans le cahier des CCAP et CCTP, tous deux joints à la lettre de consultation, ne sauraient démarrer et prendre effet avant la date de début d'exécution fixée dans la notification officielle du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre, liant le prestataire d'une part, et la structure contractante d'autre part.

Ces missions, tâches et prestations, ainsi définies, lues, comprises et acceptées, sont fournies et exécutées sous l'entière et seule responsabilité du prestataire au vu du respect strict et non interprétable des dispositions réglementaires parues à ce jour, modifiées par des dispositions complémentaires ou à paraître pendant tout le temps d'exécution dudit marché.

##### 3.1.1 Obligations du prestataire vis-à-vis des personnels et de l'exécution des prestations

Il s'agit en particulier des dispositions statutaires, administratives, réglementaires, fiscales, sociales suivantes, énumérées ci-dessous, sans que leur liste soit, à ce jour, exhaustive et ainsi arrêtée :

- Code du Travail, et en particulier les dispositions prévues par :
  - Livre II de la huitième partie relatif à la lutte contre le travail illégal ;
  - Article R4141-3-1 relatif à la formation à la sécurité du travailleur ;
- Arrêté du 2 mai 2005 modifié relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur ;
- Ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ainsi que ses textes modificatifs ou d'application déjà parus ou à paraître ;
- Convention collective nationale du 15 février 1985 des entreprises de prévention et de sécurité, ainsi que ses textes d'application déjà parus, en particulier l'arrêté d'extension en date du 12 décembre 2001, ou ceux à paraître.

Plus généralement, l'exécution des prestations se fait dans le respect des normes et règlements en vigueur et à venir.

**La mise en place d'une organisation sous forme de vacations en 24 heures est strictement interdite conformément au code du travail.**

Au cours de l'exécution du présent marché, des hôpitaux de l'AP-HP peuvent être intégrés à des plans d'urgence relevant d'une autre réglementation. Les prestataires devront alors adapter leurs prestations, la formation ou le recrutement de leurs personnels. Dans ce cas des avenants aux accords-cadres et aux marchés subséquents des structures contractantes concernées seront établis.

La responsabilité du prestataire est engagée à l'égard de la qualification et des aptitudes de son personnel.

Le prestataire doit se conformer aux lois sociales en vigueur ou à venir pendant la durée de l'accord-cadre.

##### 3.1.2 Obligations du prestataire vis-à-vis de la reprise du personnel

Le prestataire est tenu, eu égard au respect strict des dispositions actuelles de la convention collective nationale encadrant ce secteur d'activité spécifique, convention qui a été réactualisée en tant que de besoin

<sup>3</sup> Le Code du travail et les conventions collectives nationales des métiers font foi en la matière.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 9 sur 30

selon les divers accords professionnels de branche déjà intervenus, à une obligation de reprise des personnels, salariés de la société prestataire sortante et habituellement affectés à la structure contractante, dans les conditions et pourcentages fixés par ces textes et les dispositions réglementaires en vigueur au jour de la reprise dudit marché.

Les diverses et multiples formations dispensées au profit de l'ensemble de ces personnels qualifiés par l'Assistance publique –hôpitaux de Paris (AP-HP), en particulier en matière de prévention aux risques NRBC-e plaident d'évidence pour une reprise de ces personnels de sécurité qualifiés au sein des structures contractantes.

L'avis éclairé du représentant de la structure contractante est à rechercher par le prestataire dans le cadre du plan de continuité d'activité qu'il s'engage à remettre, respecter et développer.

Toute autre décision ou modalité de reprise des personnels de sécurité qualifiés, par le prestataire, ne tenant pas compte de ces nécessités organisationnelles évoquées ci-dessus, serait susceptible de ne pas lui permettre de répondre à l'intégralité des points déclarés et vérifiés dans l'offre technique ainsi déposée.

### **3.1.3 Obligations du prestataire vis-à-vis de ses personnels : de leur aptitude médicale, de leur état de santé, des visites médicales et des différents vaccins réglementairement exigés**

Le prestataire s'engage à mettre à disposition du représentant de la structure contractante, des personnels en excellent état de santé physique<sup>4</sup>, non frappés d'incapacités médicales à l'exercice de la profession, de quelque ordre qu'elles soient et ne présentant pas, dès le premier jour de l'exécution du marché et ce jusqu'au dernier jour d'exécution dudit marché, de restrictions d'emploi quelconques, fussent-elles même temporaires ou momentanées, mais qui soient aptes à exercer l'ensemble des missions et des tâches confiées, sans restriction, de jour comme de nuit, qui ne soient pas exemptés de marche et frappés d'incapacité pour « station debout pénible » ni de symptômes de claustrophobie ou de peurs chroniques ou phobiques<sup>5</sup>, ainsi qu'à des variations climatiques ou saisonnières, fussent-elles même significatives ou notables, voire durables<sup>6</sup>, susceptibles d'intervenir, tant de jour que de nuit, dans l'exercice des missions et tâches confiées à ces personnels de sécurité qualifiés, salariés du prestataire.

Il en est de même de leur état sanitaire général, auquel il veillera tout particulièrement<sup>7</sup> en s'assurant notamment qu'ils aient bien subi une visite médicale réglementaire annuelle, auprès d'un praticien hospitalier du service de santé au travail, auquel son entreprise de sécurité est rattachée et en fournira copie au représentant de la structure contractante.

Ce certificat médical d'aptitude devra reprendre et, le cas échéant détailler sans violation cependant du secret médical, les éventuelles restrictions citées dans le paragraphe supra, susceptible d'être considérées comme une impossibilité définitive ou temporaire à l'emploi d'agent de prévention et de sécurité qualifié, salarié du prestataire, ou à toute autre fonction demandée par le biais des dispositions du CCTP dudit marché, sur la structure contractante.

En matière vaccinale, l'intégralité des vaccins obligatoires, tels que cités dans les dispositions réglementaires du code du travail et du code de la santé, ou même dans tout autre texte de nature à réglementer la protection des salariés, relevant de ces branches d'activité professionnelle spécifiques, doit avoir été administrée aux personnels agents de prévention et de sécurité qualifié, salariés du prestataire, ainsi qu'à tous les autres personnels de sécurité, salariés du prestataire appelés à intervenir sur la structure contractante, même occasionnellement ou ponctuellement.

L'administration souhaitée et très fortement recommandée, par principe de précaution sanitaire, de certains vaccins<sup>8</sup>, non obligatoires réglementairement mais, comme énoncé dans le paragraphe ci-dessus, très vivement recommandés<sup>9</sup>, au vu de l'activité médicale spécifique<sup>10</sup> et de recherche, propre à certains groupe hospitalo-universitaires, établissements hospitaliers ou structures hébergées en leur sein, est dès lors

<sup>4</sup> Au vu des décisions médicales relevant du médecin du service de santé au travail de rattachement de l'entreprise prestataire.

<sup>5</sup> Utilement ces atteintes doivent être médicalement attestées.

<sup>6</sup> Les épisodes caniculaires dits de chaleur intense s'entendent, selon la météorologie française, au-delà de trois jours constants de chaleur anormalement élevée par rapport aux moyennes mensuelles ou de saison.

<sup>7</sup> Là aussi, au vu des décisions relevant du service de santé au travail de rattachement de l'entreprise prestataire.

<sup>8</sup> Le service de santé au travail arrête annuellement cette liste et la communiquera, à sa demande express formulée par écrit, au prestataire, titulaire du marché.

<sup>9</sup> Citons ici la rougeole, la varicelle, la coqueluche, notamment en hôpitaux ou services de gériatrie et/ou de pédiatrie mais aussi au sein des services des maladies infectieuses et tropicales cités plus bas.

<sup>10</sup> Citons ici les services des maladies infectieuses et tropicales (SMIT), les services de réanimation et de soins intensifs, les laboratoires et laboratoires hospitaliers, etc.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 10 sur 30

contractualisée et réglementée par des dispositions spécifiques incluses dans le marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

Les modalités d'organisation de ces séances de vaccinations complémentaires, ainsi que les éventuels frais qui y sont inhérents, peuvent éventuellement et en tout ou partie, être prises en charge, notamment pour les primo-vaccinations, après entente entre les deux parties, par la structure contractante selon ces mêmes dispositions contractuelles, figurant expressément dans le marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord cadre.

Les agents de sécurité incendie doivent être aptes physiquement à exercer leur emploi, cette aptitude étant attestée par un certificat médical conforme aux dispositions de l'arrêté du 2 mai 2005 modifié. Ce document pourra être réclamé par le responsable de la structure contractante par l'intermédiaire de son service de médecine du travail.

### **3.1.4 Obligations du prestataire relatives aux formations réglementaires**

Le prestataire est tenu d'assurer la formation réglementaire des personnels affectés : recyclages SSIAP, secourisme, formations réglementaires liées aux fonctions en particulier aux dangers que présente un incendie dans un hôpital et de l'incapacité d'une partie du public à pouvoir évacuer, nécessitant un transfert horizontal des malades.

Les attestations de formations doivent être remises à la structure contractante et au chef de sécurité du site d'emploi afin d'être annexées aux registres de sécurité.

De plus, le prestataire est tenu, sous couvert de l'exploitant, d'assurer les formations complémentaires des personnels affectés nécessitées par l'exercice des missions prévues au marché subséquent, telles que (liste non limitative) :

- La connaissance de l'organisation du service de sécurité incendie du lieu d'exercice ;
- L'instruction technique spécialisée concernant les systèmes de sécurité incendie et les domaines relevant de la sécurité incendie et de l'assistance à personnes ;
- L'habilitation électrique obtenue sur le site d'exercice ;
- Contrôle des moyens de secours et des dispositifs de sécurité (extincteurs, RIA, éclairage de secours, etc ...) ;
- Le dégagement des personnes bloquées dans les ascenseurs (formation à l'iso-nivelage des cabines d'ascenseurs propres au site d'exercice) ;
- La sécurité des hélistructures ;
- La prévention des risques NRBC-e.

### **3.1.5 Permanence et continuité du service**

Le prestataire s'assurera tout particulièrement des modalités de permanence et de continuité de service de ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, qu'il entend soumettre, pour analyse et approbation, sous forme de plan d'action, au représentant de la structure contractante.

Ce plan d'action engageant l'entreprise, spécifiquement élaboré dans le cadre du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre, sera remis au représentant de la structure contractante sous douze jours ouvrés, cette période démarrant obligatoirement le premier jour d'exécution dudit marché.

### **3.1.6 Continuité du service**

Le prestataire est tenu d'assurer, sans interruption d'aucune sorte, l'exécution de la totalité des prestations prévues dans le CCTP, y compris lors de situations exceptionnelles ou imprévues, telles qu'elles sont notamment décrites dans le présent document.

En cas de défaillance de tout ou partie de ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, pour quelques causes que ce soit, qu'elles soient prévisibles, prévues et annoncées préalablement avec un préavis, ou, à l'inverse, totalement inopinées, spontanées et non annoncées préalablement, le prestataire est tenu de fournir, dans les délais fixés ci-dessous, des personnels de sécurité qualifiés, dits personnels de substitution, salariés de son entreprise, en nombre au moins égal, pour lesquels il aura obtenu au préalable l'autorisation du représentant de la structure contractante.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 11 sur 30

A ce titre, il appartient au prestataire de définir, dès le premier jour d'exécution du marché, avec le représentant de la structure contractante, les modalités de remplacement et de substitution de ses personnels défaillants ou absents, pour assurer la permanence et la continuité de la structure contractante.

A cet effet, le prestataire fournira, dans un délai maximal de douze jours ouvrés, ce délai courant depuis le premier jour d'exécution du marché, un plan de continuité d'activité (PCA) dans lequel il énumère le nombre d'agents de sécurité incendie formés, nécessaires au mode de fonctionnement habituel de la structure contractante, les agents de sécurité incendie dits « complémentaires » ou « supplémentaires », également formés au travail sur ces mêmes structures, qu'il estime avoir à fournir et à mettre en place, à titre de remplacement et de substitution, en cas de défaillance des premiers et les modalités pratiques et concrètes de mise en œuvre de PCA au profit de la structure contractante.

Un délai contractuel de mise en œuvre des dispositions de remplacement et de substitution, contenues dans PCA est fixé entre le prestataire et le représentant de la structure contractante.

Sous peine d'irrecevabilité, ces délais de remplacement, de substitution et/ou de renforcement des personnels agents de prévention et de sécurité, salariés du prestataire s'ils peuvent éventuellement être immédiats, l'intéressé disposant de la ressource nécessaire en personnels agents de prévention et de sécurité qualifiés et formés, ne sauraient cependant être supérieurs à six heures. Ce délai démarrera à l'heure du premier appel de besoins de renforts en personnels transmis.

Ces délais peuvent utilement être phasés par paliers horaires continus et progressifs, d'heure en heure, pendant lesquels des personnels agents de sécurité incendie, salariés de son entreprise, formés au travail sur la structure, sont injectés et déployés, au fur et à mesure, par paire si possible ou à défaut au moins à l'unité, dans le dispositif global de sécurité incendie de la structure contractante, jusqu'à atteindre le seuil fixé contractuellement ou demandé en complément par le représentant de la structure contractante.

### **3.1.7 Anomalies et/ou rupture de la continuité du service**

La rupture et la non-continuité de service par le prestataire seront constatées par le représentant de la structure contractante par tous moyens légaux mis à leur disposition, y compris, le cas échéant, au moyen d'un constat d'un commissaire de justice, dressé par un officier ministériel, dûment mandaté.

La rupture de la continuité de service constatée sera dès lors actée comme intervenue de façon définitive et constante et entraînera, de droit, pour la structure contractante, la résiliation d'office dudit marché subséquent, notifiée selon les errements usuels en vigueur et conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Le prestataire ne saurait, après la survenue d'une telle situation, ayant eu pour conséquence irréversible et définitive la dénonciation dudit marché subséquent, se prévaloir d'une quelconque indemnité compensatrice ou d'un droit à reprise, même partiel ou temporaire, de ses activités au sein de la structure contractante.

Le remplacement d'office du prestataire déclaré défaillant, se fera dès lors à ses seuls torts, frais, risques et périls. Les sommes ainsi à recouvrer par l'AP-HP le seront par tous les moyens de droit usuels, sauf lorsque leur montant peut utilement être déduit des sommes encore dues au prestataire en voie de dénonciation et déclaré défaillant.

Les pénalités encourues par le prestataire pour une telle rupture unilatérale du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre, sont fixées<sup>11</sup> dans les tableaux de pénalité participant à la bonne et saine exécution des divers marchés subséquents, contractés par les structures contractantes, conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

### **3.2 Renouvellement du personnel mis à disposition**

Afin de garantir la continuité et l'efficacité des prestations, le renouvellement (turn-over) du personnel affecté sur le site doit remplir les conditions suivantes :

- durant les deux mois suivant le début d'exécution du marché, pas plus de 10 % de nouveaux employés par rapport au total des employés du premier mois ;
- chaque mois suivant, pas plus de 10 % de nouveaux employés par rapport au total des employés du mois précédent.

Sauf exception formellement acceptée ou convenue par le représentant de la structure contractante.

<sup>11</sup> Conformément au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) du présent accord-cadre.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 12 sur 30

### **3.3 Pénalités liées à un ou des manquements dans l'exécution de la prestation**

Pour assurer l'intégralité des prestations demandées et qu'il a acceptées en toute connaissance de cause, après lecture intégrale et compréhension du présent document, le prestataire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires à la bonne exécution dudit marché et à mettre en œuvre, le cas échéant, en cas de dysfonctionnement momentané et inopiné ou de survenue d'un incident mineur, des mesures palliatives ou correctrices immédiates et sans répercussion sensible, sur la dispensation des soins en particulier et l'accueil des patients, pour la structure contractante.

Cependant, si pour des raisons liées soit à son organisation et à son mode de fonctionnement, l'un ou l'autre étant indépendant ou les deux survenant concomitamment, manifestement inadaptés, soit par le comportement de l'un de ses personnels, sans préjudice des autres métiers liés à la sécurité proposés ou développés, tous salariés de son entreprise, des manquements graves, délibérés, répétitifs venaient à se produire, qui n'auraient pas été suivis de mesures correctrices et curatives immédiates et suffisantes, des pénalités financières lui seraient dès lors appliquées, conformément aux dispositions usuelles du droit des obligations et citées dans le CCAP joint au présent document.

Les pénalités financières fixées pour un fait précis constaté ou le comportement d'un ou de plusieurs personnels de sécurité qualifiés, clairement dénommé(s), salarié(e)(s) du prestataire sont cumulables, notamment en cas de réitération de faits ou de situations. Ainsi les faits réputés non conformes aux dispositions du marché, constatés sont-ils valables pour la durée d'une vacation d'une durée maximale de douze heures ou éventuellement d'une durée moindre, si tel est le cas dans les différents accords subséquents, signifiés conformément aux dispositions du présent accord-cadre, qu'elle soit effectuée de jour ou de nuit, en semaine ou lors d'un jour de week-end ou d'un jour férié.

S'agissant de la non-remise ou de l'absence manifeste constatée d'une ou de plusieurs pièces administratives ou de situations individuelles particulières, impliquant un personnel de sécurité qualifié, salarié du prestataire, les pénalités fixées se cumulent par jour d'activité réelle et de présence de ce ou de ces personnels de sécurité qualifiés, au sein de la structure contractante.

Mentionnons que l'ensemble des faits susceptibles d'être soumis à l'application d'une pénalité financière sont des faits courants et usuels de la vie professionnelle courante et de la vie sociale, eu égard tout particulièrement aux spécificités professionnelles du métier, citées dans la convention collective nationale applicable à cette branche professionnelle, sur lesquels les magistrats compétents en la matière ont déjà eu à se prononcer et à juger, dans le cadre de contentieux divers, que ce soit en juridiction de première instance ou lors d'appels interjetés par l'une ou l'autre des parties.

## **4. Dispositions générales**

Les missions, tâches et activités exhaustivement listées et demandées au prestataire sur la structure contractante, relèvent des métiers de la sécurité incendie, à l'exclusion de tout autre.

Aucune autre mission ou tâche, sortant de ce cadre professionnel réglementaire ne saurait habituellement et normalement être confiée ou demandée au prestataire signifié conformément aux dispositions de présent accord-cadre.

Les missions et tâches exceptionnelles, si elles étaient requises et nécessaires, sont traitées au cas par cas entre les deux parties au marché subséquent spécifique, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

Les agents de sécurité qualifiés SSIAP, salariés du prestataire, ne peuvent exercer d'autres fonctions, accomplir d'autres tâches que celles se rapportant directement et exclusivement à leur métier et au contexte professionnel du CCTP du présent accord-cadre, conformément aux dispositions réglementaires régissant ce type d'activités professionnelles.

Le prestataire s'assurera également dès le premier jour d'exécution dudit marché et ce jusqu'à son terme effectif, que ses personnels de sécurité incendie qualifiés, salariés de son entreprise, employés au sein des diverses structures contractantes :

- Connaissent, comprennent, assimilent et appliquent les consignes générales, permanentes et périodiques de la structure contractante où ils sont affectés à titre principal, sans les interpréter ou les transposer dans un autre contexte professionnel que celui qui est spécifique à la structure contractante ;

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 13 sur 30

- Soient en permanence présents à leur(s) poste(s) de travail désigné(s), en adéquation complète avec les directives du CCTP du marché subséquent, signifié conformément aux directives du présent accord-cadre ;
- Revêtent strictement et obligatoirement les effets vestimentaires, tenues professionnelles, accessoires et effets complémentaires, tels qu'ils sont prévus et définis dans les diverses formulations du CCTP du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre. Les dispositions d'allègement partiel, de changement de tenue vestimentaire restent à la seule discrétion du prestataire, après accord préalable et entente directe avec le représentant de la structure, quant aux diverses modalités, la durée initiale prévue, à allonger ou non, les effets concernés, l'unicité de port de tenue demandée et exigée à l'encontre de tous les personnels de sécurité qualifiés, salariés du prestataire ;
- Respectent en permanence, de jour comme de nuit, les dispositions générales et réglementaires actuelles déjà en vigueur et à celles à venir, relatives à la tabagie et à la prophylaxie, y compris le vapotage<sup>12</sup>, dans l'ensemble des zones, locaux, espaces, définis par le représentant de la structure contractante, y compris dans les locaux communs et les locaux vestiaires mis à disposition des personnels, salariés du prestataire ;
- Ne s'adonnent pas à la consommation de boissons alcoolisées, même à très faible teneur en alcool, pendant tout le temps de présence sur la structure contractante, sur lesquels ils sont affectés à titre principal, même pour honorer un évènement exceptionnel ou inopiné, une invitation quelconque ou un évènement festif, qu'il soit prévu d'avance ou totalement improvisé ;
- N'emportent pas ni n'entreposent dans les locaux vestiaires mis à leur disposition et dans leurs armoires vestiaires individuelles des boissons alcoolisées, même à très faible teneur en alcool, des substances illicites, ces dernières étant celles dont la détention, la consommation, le transport et le commerce sont interdits par la loi<sup>13</sup>, des produits dangereux, nocifs, corrosifs, explosifs, instables, inscrits sur l'une des listes de matières réputées dangereuses, qu'elle soit industrielle, pharmaceutique, radiologique, chimique, biologique, toxique ou technique ;
- Ne fassent pas preuve d'intempérance ou d'excès d'autorité dans l'exercice de leurs missions et tâches habituelles et quotidiennes, tant vis à des vis des patients admis ou hospitalisés, des visiteurs, des éventuels accompagnants, des consultants en santé ainsi que vis-à-vis des personnels de la structure contractante, où ils exercent leurs missions et tâches de façon habituelle ;
- N'utilisent pas les moyens, outils, technologies, mis à leur disposition professionnelle, à des fins personnelles et détournées ou sans l'autorisation explicite du responsable de la structure contractante ;
- N'exercent pas sur la structure contractante, pendant ou en dehors de leurs horaires de travail fixés, y compris dans les locaux de vie et les vestiaires personnels, mis à leur disposition, d'activité quelconque, même d'appui, de soutien, d'encouragement, tertiaire, d'aide logistique, à caractère politique, culturel, syndical, religieux, cultuel, spirituel, sportif, philosophique, commercial ou autre.

Les structures contractantes de l'AP-HP se réservent le droit d'ajouter d'autres spécificités complémentaires, en matière d'information, de sensibilisation et/ou de formation, spécifiquement adaptées à leurs sites, à leurs spécificités médicales ou hospitalières ou à leurs modes de fonctionnement particulier et dérogatoire.

Elles feront toutes l'objet de clauses explicatives détaillées, insérées dans le CCTP du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

#### **4.1 Missions des personnels mis à disposition par le prestataire**

Pour l'exécution de la totalité des missions et tâches demandées par la structure contractante, le prestataire mettra à disposition de la structure contractante, les agents de sécurité incendie qualifiés, salariés du prestataire tels qu'ils apparaissent dans les dispositions spécifiques du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

Leur lieu d'exercice et le périmètre d'intervention seront précisés par la structure contractante dans le CCTP du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions de l'accord-cadre.

En application notamment des articles MS 45, MS 46, U 43 du règlement de sécurité des ERP, GH 60, GH 62, GH U 19 du règlement de sécurité des IGH, les agents qualifiés « SSIAP » composant les services permanents de sécurité incendie et d'assistance à personnes sont placés sous la direction d'un chef de sécurité incendie. Ils assurent la sécurité générale de l'ensemble immobilier et ont notamment pour missions :

<sup>12</sup> Conformément aux dispositions législatives qui l'intègrent à la tabagie classique déjà réprimée.

<sup>13</sup> S'agissant de produits classés comme « produits stupéfiants ».

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 14 sur 30

- D'assurer une permanence au poste central de sécurité incendie ;
- De connaître et d'appliquer les procédures d'exploitation de tous les matériels, équipements mis à leur disposition pour en faire usage de façon opportune ;
- D'être en mesure d'activer le poste central de sécurité incendie en cas d'intervention des sapeurs-pompiers et de les accueillir ;
- De prendre les premières mesures de sécurité et de diriger les secours en attendant l'arrivée des sapeurs-pompiers, puis de se mettre aux ordres du commandant des opérations de secours ;
- De recevoir les informations relatives aux dispositifs d'alarme, d'alerte interne et au fonctionnement des ascenseurs ;
- D'appliquer les consignes d'appel des services de secours publics et les procédures lors du blocage d'une cabine d'ascenseurs ;
- D'assurer les rondes pour prévenir et détecter les risques d'incendie et de panique, y compris dans les locaux non occupés, selon la fréquence fixée par le chef de sécurité ;
- De surveiller les travaux susceptibles d'entraîner une gêne dans l'évacuation des personnes ou de créer des dangers d'éclosion d'incendie et, le cas échéant, de délivrer les permis de feu ;
- D'assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique ;
- De veiller au bon fonctionnement, à la visibilité et l'accessibilité de tout le matériel de protection contre l'incendie, d'en effectuer ou de faire effectuer l'entretien (moyens d'extinction, dispositifs de fermeture des portes, de désenfumage, d'éclairage de sécurité, etc.) ;
- D'agir en première intervention sur tout dysfonctionnement technique (disjonction, fuite d'eau, etc...) qui pourrait compromettre la poursuite de l'exploitation de tout ou partie du bâtiment, selon les procédures spécifiques définies par l'exploitant.
- De connaître les risques particuliers que présentent certains services de l'établissement ;
- De connaître et de faire appliquer les consignes en cas d'incendie ;
- De sensibiliser le personnel sur les dangers que présente un incendie dans un hôpital ;
- De participer aux exercices d'instruction et d'évacuation ;
- D'assurer d'autres missions de sécurité spécifiques, après avis de la commission de sécurité (protection incendie d'une hélistation, participation sur demande de la direction à l'organisation d'un plan blanc, d'un protocole d'accueil d'un blessé radio contaminé aux urgences, etc....).

Les agents qualifiés des services permanents de sécurité incendie ne doivent jamais être distraits de leur fonction spécifique de sécurité incendie, d'assistance à personnes et de maintenance technique liée aux installations de sécurité incendie.

Ils se trouvent en liaison permanente avec le poste central de sécurité incendie et sont rassemblés dans les meilleurs délais.

Les missions, tâches et activités exhaustivement listées et demandées au prestataire sur la structure contractante, relèvent des métiers de la sécurité incendie, à l'exclusion de tout autre. Aucune autre mission ou tâche, sortant de ce cadre professionnel réglementaire ne saurait habituellement et normalement être confiée ou demandée au prestataire signifié conformément aux dispositions de présent accord-cadre.

Le référentiel d'emploi des agents de sécurité est encadré par l'annexe 1 de l'arrêté du 2 mai 2005 précité :

- Chapitre 1 spécifique à l'emploi des agents de sécurité qualifiés SSIAP 1
- Chapitre 2 spécifique à l'emploi des chefs d'équipe qualifiés SSIAP 2

Au titre de l'assistance aux personnes, les agents qualifiés SSIAP 1, mis à disposition par le prestataire, pourront être sollicités pour apporter l'aide nécessaire, en fonction des capacités et des compétences de chacun, au service de sûreté lors d'événements exceptionnels ou de situations particulières mettant en péril les personnes ou la continuité des soins, sous la responsabilité du chef d'établissement.

#### **4.2 Missions complémentaires**

Les structures contractantes préciseront, en fonction de leurs caractéristiques particulières, dans les CCTP des marchés subséquents, les missions complémentaires pouvant être confiées aux agents de sécurité incendie SSIAP 1 mis à disposition par le prestataire, et ce, dans le respect du cadre réglementaire rappelé précédemment.

Au besoin, ces missions feront l'objet de formations spécifiques dans les conditions précisées dans les marchés subséquents.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 15 sur 30

### **4.3 Dispositions requises pour l'exécution des prestations**

Le prestataire devra obligatoirement produire, en un exemplaire original une version imprimée sur papier couleur, de haute qualité et une version dématérialisée sur un support informatique sécurisé, les documents suivants listés ci-après, sans que la liste ici citée puisse être considérée comme exhaustive.

Les structures contractantes préciseront, en fonction de leurs caractéristiques particulières, dans les CCTP des marchés subséquents, les documents complémentaires devant être fournis par le prestataire.

Le prestataire sera tenu de tenir à jour les dossiers fournis en particulier concernant les recyclages.

Les agents affectés ne pourront en aucun cas être des stagiaires ou des agents en cours de formation.

En accord avec le représentant de la structure, un stagiaire ou un agent en cours de formation pourra être proposé en sureffectif dans un service de sécurité incendie, en doublon avec un agent de sécurité incendie mis à disposition par le prestataire, sans que cela n'entraîne de surcoût pour la structure contractante. Il sera sous la seule responsabilité du prestataire.

#### **4.3.1 Pour l'exécution du marché proprement dit :**

- **Le plan de prévention de la société ou de l'entreprise**, révisé annuellement ou, le cas échéant et en tant que de besoin, plus tôt entre les deux termes, en cas de changement des structures administratives ou juridiques de la société ou de l'entreprise prestataire ;
- **Le plan de formation applicable à l'ensemble de ses personnels** de sécurité incendie, salariés de son entreprise, pendant toute la durée d'exécution du marché ;
- **Le plan de continuité d'activité (PCA)**, tel qu'il est explicité à l'article 3.2 du présent CCTP, avec les délais contractuels fixés, valable pour toute la durée d'exécution du marché ;
- **Le consignes du service**, intégrant les consignes de sécurité de la structure contractante.

#### **4.3.2 Pour la tenue du dossier administratif des personnels mis à disposition de la structure contractante :**

- La copie en couleur de la déclaration unique d'embauche (DUE) ;
- Une copie en couleur d'une pièce d'identité nationale ou d'un titre de séjour, en cours de validité de l'intéressé, avec photographie d'identité clairement authentifiable et reconnaissable, conforme aux exigences de l'administration et des autorités régaliennes, en matière de déplacement au sein et en dehors de l'Union européenne ou de tous autres pays ;
- La copie en couleur du diplôme SSIAP à jour, ainsi que l'attestation de recyclage ou de mise à niveau ;
- La copie du Titre d'Habilitation électrique (H0B0 ou au niveau requis par le marché subséquent) délivré par l'employeur.
- Une attestation d'honorabilité, en vertu de l'article L. 133-6 du code de l'action sociale et des familles<sup>14</sup>

### **4.4 Tenues de travail et port d'un badge d'identification**

Le prestataire ne peut d'aucune manière que ce soit, confier l'exécution de la prestation demandée et des missions et tâches qui y sont rattachées, conformément aux dispositions CCTP du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre, même à titre tout à fait exceptionnel et temporaire ou de remplacement inopiné et urgent, à un personnel de sécurité, salarié de son entreprise, qui ne soit pas porteur de la tenue spécifiée et des équipements de protection et de sécurité qui y sont rattachés, qu'ils soient demandés contractuellement, réglementaires, prescrits ou tout simplement préconisés pour l'exécution de ladite mission ou tâche.

La tenue des agents de sécurité incendie doit respecter l'article 3 de l'arrêté du 2 mai 2005 relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur : « Les agents composant le service de sécurité incendie doivent être clairement identifiables. Leurs tenues doivent être adaptées à leurs missions respectives. Les effets portés, au niveau du buste, par les personnels des services de sécurité incendie doivent permettre une différenciation avec les personnels des services de secours publics. A cet effet, le bleu marine est interdit. »

Le prestataire veillera à ce que les tenues vestimentaires et les équipements adaptés qu'il propose au responsable de la structure contractante ne puissent jamais entraîner aucune confusion, aucun doute visuel

<sup>14</sup> La demande d'attestation d'honorabilité peut être réalisée en ligne à l'adresse suivante : <https://honorabilite.social.gouv.fr/>

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 16 sur 30



immédiat, aucune comparaison ou même une quelconque analogie avec les uniformes, vêtements professionnels, équipements et appellations Sapeurs-Pompiers.

La composition complète et le détail exhaustivement listé de la tenue ainsi que des équipements de protection et de sécurité, demandés par la structure contractante, tels qu'ils apparaissent ici, sont décrits et détaillés avec précision dans le CCTP du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

La dotation par agent de sécurité incendie ne pourra, en tout état de cause, être inférieure aux minimas définis par l'accord-cadre, à savoir :

Nature de la tenue <sup>15</sup>	Quantité
<b>Tenue d'intervention « non feu » - type SP F1 :</b>	
- veste rouge avec bandes réfléchissantes	2
- pantalon bleu marine avec bandes réfléchissantes sans liseré	
Pour la tenue d'été : polos ou sweat-shirt rouges « sécurité incendie »	2
Pour la tenue d'hiver : chemises F1 rouge, avec pull-over rouge ou sweat « sécurité incendie »	2
Parkas rouge sécurité incendie avec bandes réfléchissantes	1
Ceinture de pantalon	1
Bleu de travail pour les interventions et travaux salissants	1
Ceinturon de feu	1
Clé polycoise	1
Porte gants avec porte lampe	1
Paire de Gants d'intervention de type SP avec sous-gant Kevlar	1
Paire de bottes de feu à lacets de type sapeur-pompier	1
Lampe torche d'intervention type SP à LED étanche (ATEX) rechargeable avec porte-lampe	1

Selon les besoins des différentes structures, le prestataire devra être capable de fournir pour la réalisation des missions les tenues suivantes :

- Vestes textiles de feu ;
- Pantalons textiles de feu ;
- Cagoules de feu
- Casques type F1 ;
- Ceinturons équipés au complet (gants avec porte gants, ...)

Ces tenues devront répondre aux normes européennes en vigueur : EN 469:2005 (Xf2, Xr2, Y2, Z2), EN 1149-5:2008 et EN 443 / GOST (casque F1).

Ces tenues vestimentaires et effets complémentaires seront nominatifs, adaptés à la taille, à la pointure et à la morphologie de chacun des personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, présent sur chacun de sites. Les tenues portées par les personnels féminins de sécurité qualifiés, salariés du prestataire, pourront être soit à l'identique soit adaptées ou différentes de celles portées par les personnels masculins. En tout état de cause, une identité forte doit être immédiatement visible et perceptible.

Ces tenues seront distribuées dès la première vacation de la première journée d'exécution de la prestation et devra, en tout état de cause, être totalement achevée, pour l'ensemble des personnels salariés du prestataire dans un délai franc de cinq jours consécutifs calendaires, le premier jour étant réputé être celui du départ de ladite prestation.

Le prestataire veillera à l'entretien régulier des tenues fournies, celui-ci étant à sa charge. Il s'assurera également de leur renouvellement dès que cela s'avérera nécessaire. En tout état de cause, les personnels mis à disposition par le prestataire doivent être porteurs d'une tenue irréprochable.

Le prestataire veillera à ce que ses personnels de sécurité qualifié portent en permanence, de leur début effectif de prise de service jusqu'à leur fin de service effective la structure contractante, un badge

<sup>15</sup> Des descriptions et illustrations des tenues sont présentées en annexe 2 du présent CCTP.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 17 sur 30

d'identification personnalisé, inaltérable, comportant le nom de la société prestataire, leur nom et être revêtue d'une photographie d'identité en couleur, visible et apparente, elle aussi rendue inaltérable.

Le port d'un tel badge d'identification nominatif permet aux personnels du prestataire de se prévaloir de la qualité effective de prestataires permanents et habituels de la structure contractante, selon les termes mêmes de la charte qualité développée au sein de chacune de ces structures.

#### **4.5 Gestion, entretien, remise à niveau et renouvellement des matériels**

Le prestataire veillera à ce que dans le cas précis où un certain nombre de matériels et équipements, listés et inventoriés, fournis par lui-même, sont appelés à être utilisés par ses propres personnels, salariés de son entreprise, sur la structure contractante, ces matériels et équipements restent en parfait état d'usage et de fonctionnement, assurant ainsi au service de sécurité générale une capacité opérationnelle totale et permanente.

Le prestataire, signifié conformément aux dispositions du précédent accord-cadre, s'assurera qu'ils soient remplacés dès lors qu'ils sont placés hors d'usage, hors service ou déclarés définitivement et irrémédiablement hors d'emploi et qu'ils soient, à minima, remis à niveau, voire renouvelés lorsqu'ils sont devenus obsolètes.

Une vérification détaillée, a minima annuelle, de la totalité de ces équipements et matériels sera effectuée, à la charge du prestataire, et ce sur chacun des sites de la structure contractante. Un compte-rendu de réalisation effective en sera adressé au responsable de la structure contractante.

Lorsque les équipements et matériels identiques, ou d'autres équipements et matériels très proches et d'usage courant, sont fournis et mis à disposition du personnel du prestataire, par la structure contractante, ce même prestataire veillera scrupuleusement à leur bon usage par ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, selon les notices d'emploi et tutoriels fournis avec lesdits équipements et matériels et les consignes édictées, à leur bon entretien, selon une périodicité et un échelonnement à fixer contractuellement dans le marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre, qu'ils puissent être remplacés par un produit identique, présentant les mêmes références, les mêmes homologations, les mêmes caractéristiques de fonctionnement, de puissance et de robustesse et les mêmes garanties d'utilisation et ce dans les meilleurs délais, comme dit et précisé dans l'alinéa ci-dessous, en cas de détérioration survenue ou de perte, ne nuisant ainsi nullement à la capacité opérationnelle du service de sécurité générale.

Ce délai de remplacement ou de réparation<sup>16</sup> de ces équipements et matériels est fixé contractuellement par des dispositions spécifiques figurant dans le marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent cadre, qui ne sauraient être, en tout état de cause, supérieurs à six jours ouvrés, sauf état de catastrophe naturelle ou technologique reconnue ou de situation économique et sociale durablement perturbée, l'empêchant de s'approvisionner correctement sur les marchés des fournisseurs.

Le dépassement flagrant de ce délai ou, plus spécifiquement sa réitération sur divers matériels hors service, ouvrirait droit à la structure contractante, à appliquer des pénalités financières pour manquements aux dispositions du CCTP.

#### **4.6 Usage de l'alphabet phonétique international<sup>17</sup>**

Lors de l'utilisation d'un système de radiocommunication et d'emploi des communications radio, l'utilisation de l'alphabet phonétique international, présenté en annexe 1, est la seule admise. Le prestataire veillera à ce que ses personnels ne dérogent pas à cette règle.

A la demande du responsable de la structure contractante, le prestataire s'assurera que tous les personnels de sécurité incendie qualifiés, salariés de son entreprise, connaissent et utilisent, à l'exclusion de tout autre, l'alphabet phonétique international<sup>18</sup>, décrit ci-dessous, tout particulièrement lorsqu'ils se servent de moyens radios mais aussi lors des échanges et communications usuelles professionnelles.

<sup>16</sup> Rappelons que la réparation se fera, le cas échéant, sur devis fourni par le prestataire en charge de la maintenance de ces appareils, à valeur de remplacement le jour des faits.

<sup>17</sup> Il s'agit là de l'alphabet phonétique professionnel international, utilisé par tous les services régaliens de l'état notamment et, au-delà, par de très nombreux professionnels français et d'autres pays à travers le monde.

<sup>18</sup> Un exemplaire de ce document peut utilement être fourni à l'ensemble des personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise. Un autre exemplaire sera également affiché au-dessus des stations-fixes de radiocommunication dans chacun des postes de sécurité des établissements.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 18 sur 30

Le prestataire veillera à ce que l'ensemble de ses personnels mis à disposition de la structure contractante connaissent et utilise ce langage internationalement adopté, et ce dès les premiers jours de début d'activité. Cette période d'adaptation ne pourra, en tout état de cause, ne pas dépasser six jours francs, à compter du premier jour d'exécution du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

#### **4.7 Main(s) courante(s) électronique(s)**

A la demande du responsable de la structure contractante, le prestataire mettra à disposition, à défaut d'existence de ces matériels en propre, un certain nombre de moyens de suivi d'activité des personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, dénommés « main courante ». Sans que la demande puisse être obligatoire et contraignante, l'équipement d'un tel matériel en version informatisée est très fortement recommandé.

Ces matériels seront strictement identiques et conformes à ceux apparaissant dans la demande formulée au sein du CCTP du marché subséquent. Ces matériels devront être interopérables avec les matériels éventuellement déjà déployés au sein de la structure contractante, notamment en matière de liaisons informatiques.

L'AP-HP étudie actuellement l'opportunité de déployer un système d'information de gestion électronique des mains courantes commun à l'ensemble des structures qui la composent. En cas de déploiement d'un tel système d'information durant la période d'exécution du présent accord-cadre, le prestataire mettra en œuvre toutes les mesures nécessaires à l'utilisation de cet outil, soit par la saisie des mains courantes électroniques sur le système d'information de l'AP-HP par ses personnels mis à disposition sur les structures contractantes, soit par l'interopérabilité et l'interfaçage de son propre système d'information de gestion des mains courantes électroniques en lien avec la Direction des Services Numériques (DSN) de l'AP-HP. Les modalités d'utilisation de l'outil seront définies par les structures contractantes dans le CCTP du marché subséquent.

Le prestataire veillera dans les conditions décrites ci-dessus à l'utilisation et au maniement en bonne et due forme de ces matériels, à leur remplacement, dans les délais contractuellement arrêtés, en cas de panne ou d'impossibilité d'utilisation.

#### **4.8 Exécution des prestations par les personnels du prestataire**

Le prestataire s'engage à mettre à disposition du responsable de la structure des personnels de sécurité incendie qualifiés, salariés de son entreprise, en nombre défini contractuellement et conformément au CCTP du marché subséquent, signifié au vu des dispositions du présent accord-cadre, pour chacun des services journaliers prescrits, sur une période complète de 24 heures, à minima scindée en deux vacations de douze heures chacune, sans cessation ni rupture d'activité et selon une organisation arrêtée contradictoirement et qui permet l'exécution correcte du marché subséquent, tel que défini.

Il s'attachera tout particulièrement à ce que la totalité de ses personnels de sécurité incendie qualifiés, salariés de son entreprise, affectés au sein des structures contractantes de l'AP-HP, concernés au titre du présent accord-cadre :

- Lisent, parlent, écrivent, et comprennent parfaitement la langue française, langue d'usage, langue exclusivement usitée au sein de la structure contractante ;
- Soient en mesure, en permanence, de prendre note d'informations de renseignements, d'indications, de données nécessaires à l'exécution du service quotidien, sur un support<sup>19</sup> qu'il leur aura fourni, renouvelé et entretenu ;
- Possèdent une bonne maîtrise de la langue française, à hauteur des niveaux suivants, définis par le CECRL, outil d'appréciation et d'évaluation de la connaissance de la langue au sein du Conseil de l'Europe, unanimement reconnu et adopté en matière de pratique des langues européennes dans les administrations, commerces, entreprises, structures de formation et autres organismes, depuis son introduction en 2001<sup>20</sup> :

Niveau requis	Personnels concernés
<b>B2</b>	Agent(s) de sécurité incendie – SSIAP 1
<b>C1, idéalement C2</b>	Chef(fe)(s) d'équipe de sécurité incendie – SSIAP 2

<sup>19</sup> Un bloc note de type Rhodia, de format quart de page ou demi-page et des stylos à pointe Bic de couleurs rouge et bleue.

<sup>20</sup> Les niveaux de référence et de reconnaissance de pratique des langues, édictées par le CECRL sont disponibles à l'adresse suivante : [A1, A2, B1, B2, C1, C2 : à quoi correspondent ces niveaux de langue ? | Service-Public.fr](#)

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 19 sur 30

- Exécutent les missions et tâches de sécurité et de surveillance quotidiennes et habituelles figurant dans les consignes générales, sans signes apparents ni sigles distinctifs quelconques, objets portés ou épinglés, vêtements ou tenue(s) ostentatoires, d'identification, de rapprochement ou d'appartenance associative, ethnique, philosophique, spirituelle, politique, syndicale ou religieuse ;
- Sachent faire preuve, au quotidien, de sang-froid, de calme, de réactivité, de discernement, d'esprit d'analyse et de synthèse, dans des situations courantes, habituelles, fussent-elles répétitives ;
- Soient en mesure de gérer des situations d'agressivité naissante ou en cours d'évolution, en particulier vis à vis du personnel de direction, administratif, tertiaire, technique, de soins et prestataire, présent sur la structure contractante et qui en serait les victimes ;
- Soient en mesure de gérer des situations d'agressivité naissante ou en cours d'évolution, en particulier vis à vis des patients hospitalisés ou consultants, de leurs accompagnants, visiteurs et/ou entourage, présent sur la structure contractante qui en seraient les victimes ;
- Puissent faire preuve, en permanence, de pondération et de réserve, ainsi que de mesure et développent un fort esprit d'équipe et de solidarité, en toute situation, prévue ou inopinée, venant à se déclarer au sein de la structure contractante ;
- Soient formés aux spécificités et particularités de la structure contractante, à titre principal, et pour lesquelles le responsable de la structure contractante a donné son autorisation expresse à ces personnels de sécurité incendie qualifiés, salariés du prestataire, d'exercer sur ces sites respectifs ;
- Restent prioritairement et principalement affectés sur la structure contractante, de façon continue et permanente, pendant toute l'exécution dudit contrat, sauf cas particulier soumis à accord entre les deux parties, conformément à une ou plusieurs clauses apparaissant alors dans le marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent CCTP ;
- Ne fassent preuve dès leur arrivée sur le site de la structure contractante, d'aucun caractère ostentatoire d'affichage et/ou de soutien dans des domaines culturels, culturels, religieux, philosophiques, politiques, associatifs, sportifs, non compatibles avec leur activité professionnelle ;
- Respectent intégralement et exhaustivement, dès leur entrée sur le site de la structure contractante, toutes les dispositions législatives et réglementaires actuelles, ou celles à paraître ultérieurement lors de la période d'exécution dudit accord-cadre et des marchés subséquents, relatives au port du voile pour les personnels de sécurité qualifiés, de sexe féminin, salariés du prestataire, ou de dissimulation totale ou partielle du visage et de la coiffure de tête, pour l'ensemble des personnels, salariés du prestataire, titulaire du marché, qu'ils soient de sexe masculin ou de sexe féminin.
- Respectent strictement la déontologie hospitalière, eu égard tout spécialement aux dispositions relatives au secret professionnel et au secret médical ;
- Respectent scrupuleusement les directives et consignes permanentes ou temporaires, tant dans les domaines de la prévention, de la sûreté et de l'intervention que dans les domaines de la sécurité incendie ;
- Respectent strictement les règles de limitation voire d'interdiction d'utilisation des téléphones portables personnels pendant les heures de service, en particulier dans les zones et lieux où ils sont interdits d'utilisation, étant à même de produire d'éventuelles interférences, incompatibles avec le fonctionnement en continu des appareils et dispositifs de soins ;
- Respect scrupuleusement les dispositions du Règlement Intérieur de l'AP-HP, tout particulièrement celles relatives à la tabagie, à l'absorption de boissons alcoolisées, aux gratifications, que ce soit dans l'enceinte de l'établissement hospitalier et à ses abords immédiats.

Toute dérogation à ces principes d'emplois des personnels de sécurité incendie qualifiés, salariés du prestataire, en particulier lors des périodes de congés scolaires annuels prédéfinies par calendrier annuel et les périodes de césure estivale longue, devra avoir recueilli auparavant, et avec un temps de réaction et d'adaptation suffisant estimé à minima à huit jours ouvrés, l'aval du responsable de la structure contractante, selon les formes habituelles instituées de concertation établies entre le prestataire et la structure contractante.

#### **4.8.1 Présentation des personnels de sécurité qualifiés, salariés du prestataire**

Tout nouveau personnel de sécurité qualifié, salarié du prestataire appelé à travailler au sein de la structure contractante devra, au préalable à toute prise de service effective, dans un délai qui ne saurait être inférieur, sauf exceptions dûment négociées vue l'urgence, à 48 heures :

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 20 sur 30

- Avoir été présenté<sup>21</sup> au moins une fois, physiquement, au représentant de la structure contractante, pour un premier entretien dit « de présentation et de prise de contact », de présentation globale du service de sécurité générale et d'approbation ou non à travailler, à l'issue de cet entretien, sur le ou les sites désigné(s) ;
- Avoir effectué obligatoirement, en doublure d'un autre personnel du service de sécurité incendie, déjà affecté sur la structure contractante, a minima deux vacations complètes<sup>22</sup> de travail de douze heures continues, dont au moins une vacation continue en période de travail de nuit, au titre de la formation et des connaissances spécifiques à acquérir sur le site désigné, sans aucune incidence financière pour le prestataire ;
- Avoir remis au représentant de la structure contractante un dossier administratif détaillé et complet, nominatif, comprenant, outre son ou ses diplôme(s) professionnel(s) requis, un curriculum vitae détaillé et à jour, un extrait du casier judiciaire le concernant, une copie de sa carte professionnelle et une photocopie en couleur d'un document d'identité, ainsi qu'une photographie d'identité récente, prise de face, aux formats et exigences techniques des documents d'identité officiels français en vigueur ;
- Avoir pris connaissance en détail, lu intégralement, parfaitement compris et assimilé les consignes générales et particulières régissant le fonctionnement du service de sécurité incendie de la structure contractante, qu'il aura émargées seulement à l'issue, ainsi que du règlement intérieur de AP-HP, dont un exemplaire au moins, à jour, aura été mis à disposition à ce titre, au prestataire ;
- Tout personnel de sécurité incendie qualifié, salarié du prestataire, qui serait appelé à se présenter sur une structure contractante, dans le cadre d'un marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre, sans avoir satisfait à toutes ces conditions préalables, expressément citées supra, se verrait renvoyé aussitôt de cette structure contractante et remis à disposition du prestataire, sans aucune incidence financière exigible par le prestataire.

Le prestataire, avisé directement par tout moyen usuel de correspondance et d'information habituellement usité entre les parties contractantes, devra dès lors pourvoir au remplacement immédiat de ce personnel de sécurité incendie, salarié du prestataire, déclaré « défaillant aux termes et spécificités de l'accord subséquent », par un de ses personnels de sécurité incendie qualifiés, salarié de son entreprise, formé et agréé à travailler sur la structure contractante.

Le prestataire ne saurait se prévaloir du délai contractuel fixé dans le marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre, entre lui-même et le représentant de la structure contractante, pour le remplacement d'un personnel de sécurité incendie salarié de son entreprise.

Le prestataire, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre, ne saurait prétendre, pour ce faire et à ce titre, à une quelconque indemnité compensatrice d'éviction, ayant d'évidence ou par simple négligence, méconnu les dispositions mêmes de mise à disposition et de retrait de ses propres personnels de sécurité incendie qualifiés, salariés de son entreprise.

#### **4.8.2 Mise à disposition de personnels de sécurité féminins**

La mise à disposition par le prestataire de personnels de sécurité qualifiés, de sexe féminin, salariés de son entreprise, disposant des mêmes qualités professionnelles et foncières, sous réserve d'exercer exactement les mêmes fonctions tâches et missions que leurs homologues de sexe masculins, est recherchée à parité et doit s'inscrire logiquement dans la démarche initiée par la déontologie de la structure contractante.

Une éventuelle réglementation ou une simple prescription complémentaire, concernant spécifiquement ces personnels féminins, salariés du prestataire, non encore en vigueur au jour de la notification des divers marchés subséquents, se verrait appliquée ou transposée dans un délai maximal de trente jours calendaires après son entrée en vigueur ou sa parution au Journal officiel de la République française (JORF). Elle ferait l'objet d'une concertation préalable entre les parties contractantes.

La mise à disposition par le prestataire présent accord-cadre, de personnels de sécurité incendie qualifiés, de sexe féminin, entraîne le respect par ces mêmes personnels de sexe féminin, des règles relatives à la laïcité<sup>23</sup>, de la législation en vigueur au premier jour d'exécution du marché ou de tout texte législatif et réglementaire

<sup>21</sup> Les cas particuliers, vu l'urgence, sont négociés entre les parties, directement.

<sup>22</sup> Les marchés subséquents peuvent prévoir, à l'initiative du groupe hospitalo-universitaire, de l'établissement hospitalier ou de la structure contractante, une vacation de plus dans chacun des domaines, sans préjudice des dispositions du présent accord-cadre.

<sup>23</sup> [La charte de la laïcité dans les services publics](#)

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 21 sur 30

encore à paraître, ce pendant le temps d'exécution dudit accord-cadre et des marchés subséquents, relatif au port du voile dans les lieux publics et de la dissimulation de tout ou partie du visage dans ces mêmes lieux.

#### **4.8.3 Sous-traitance de la prestation<sup>24</sup>**

Le prestataire, titulaire du marché, signifié conformément aux dispositions générales du présent cahier des charges, peut décider de confier une partie de la prestation qu'il assure, à une entreprise sous-traitante, nommée « le sous-traitant », qu'il choisit et désigne clairement dès le début d'exécution du marché notifié. Il en assure pleinement et de façon permanente la coordination. Il reste l'interlocuteur privilégié du donneur d'ordre, seule partie du marché subséquent.

Il doit cependant se conformer, strictement et rigoureusement, à un certain nombre de règles d'application et de gestion, faute de quoi, il serait susceptible de voir le marché qui lui a été notifié, entaché de vices de forme et, partant, d'en être déchu de droit :

- La société prestataire, dénommée « le sous-traitant », à qui il confie une partie<sup>25</sup> de sa propre prestation doit être agréée par la structure contractante, préalablement à tout début d'exécution de prestations (pour chaque demande d'agrément de sous-traitant, le titulaire doit obligatoirement présenter sa demande à ACHAT dans un premier temps. La demande d'agrément présentée dans un second temps au Groupe Hospitalo-universitaire devra obligatoirement comporter le courrier d'agrément du sous-traitant notifié par la Directrice d'ACHAT) ;
- L'intégralité des dispositions, consignes, directives, protocoles, procédures déclinées dans le présent CCTP, acceptées par le prestataire s'appliquent de droit et sans aucune exception recevable, à la société sous-traitante désignée, en cas de recours à elle ;
- La sous-traitance est limitée à la mise à disposition d'agents de sécurité SSIAP 1.
- La mise à disposition de chef(fe)(s) d'équipes de sécurité incendie SSIAP 2, étant considérée comme prestation essentielle, ne peut en aucune manière faire l'objet de sous-traitance.
- Le personnel salarié de l'entreprise sous-traitante ne saurait à lui seul, même de façon inopinée et spontanée, assurer les missions et charges de travail confiées au prestataire, par décision du représentant de la structure contractante ;
- L'intégralité des pénalités financières applicables au prestataire s'appliquent de droit en cas de manquement, par la société sous-traitante déclarée, aux dispositions de l'accord-cadre et des marchés subséquents, lorsqu'il est fait recours à elle pour l'exécution desdites prestations.

#### **4.9 Formation des personnels mis à disposition**

Le prestataire veillera à ce que toutes nouvelles dispositions, parues ou à paraître, en matière de formation, de réglementation, d'instruction complémentaire, de remise à niveau des connaissances, de recyclage, bénéficient, en temps et en heure, à ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise.

Les dispositions applicables à la formation initiale, recyclage et mise à niveau des agents de sécurité incendie sont définies dans l'arrêté du 2 mai 2005 modifié.

Le prestataire s'engage, dès le premier trimestre d'exécution du marché subséquent, à remettre au responsable de la structure contractante son plan de formation pour l'année en cours et les suivantes. Celui-ci devra présenter les recyclages obligatoires pour chacun des agents mis à disposition de la structure contractante.

Le prestataire s'engage, dès le début d'exécution du marché subséquent, à faire suivre à l'ensemble de ses personnels de sécurité incendie qualifiés, salariés de son entreprise, la formation initiale de prévention des risques NRBC-e, en lien avec le responsable de la structure contractante. Ces formations, là aussi sans incidence financière, sont dispensées tout au long de l'année par les CESU<sup>26</sup> et le CFDC de l'AP-HP.

Le cas échéant, les dispositions de l'article 4.9 du présent CCTP relatif à la formation des personnels de sécurité qualifiés s'appliquent aux personnels de la société sous-traitante déclarée au préalable par le prestataire.

Les structures contractantes préciseront, en fonction de leurs caractéristiques particulières, dans les CCTP des marchés subséquents, les formations exigées préalablement à l'affectation des personnels sur la

<sup>24</sup> La sous-traitance est définie par la loi fondatrice n° 75-1334 du 31 décembre 1975.

<sup>25</sup> Article 1<sup>er</sup> de la loi fondatrice n° 75-1334 du 31 décembre 1975.

<sup>26</sup> [Centres d'Enseignement des Soins d'Urgence \(CESU\) - Centre de la Formation et du Développement des Compétences](#)

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 22 sur 30

structure par le prestataire (par exemple : intégration sur site). Les modalités de mise en œuvre de celles-ci y seront également détaillées.

#### **4.10 Protection des personnels mis à disposition**

Le prestataire devra se conformer rigoureusement à l'ensemble des dispositions du règlement intérieur de la structure contractante. A ce titre, un exemplaire de ce règlement intérieur, à jour au premier jour d'exécution du marché, lu est remis pour consultation et emploi.

Le titulaire du marché s'engage à fournir au représentant de la structure contractante, dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, au cours du premier mois d'exécution de chaque marché subséquent, un Plan de Prévention, rédigé au vu des prescriptions réglementaires, et des contraintes et risques dont il aura pris la mesure par lui-même, en liaison avec le responsable de la structure contractante. Ce plan portera une grande attention en particulier sur le déplacement des agents entre les sites espacés nécessitant l'emprunt des voies publiques, et établi en deux exemplaires originaux. Ce Plan de Prévention fait l'objet d'une inspection préalable conjointe, est signé et détenu par chacune des parties contractantes. La nécessité de sa mise à jour résulte de l'identification d'un risque nouveau ou de changements majeurs survenus dans la structure et/ou son mode de fonctionnement.

Le prestataire devra s'assurer de la couverture maladie obligatoire et de l'existence d'une assurance complémentaire, couvrant la totalité de ses personnels de sécurité incendie qualifiés, employés sur une structure contractante, conformément aux dispositions sociales obligatoires en la matière, déjà parues ou à paraître.

Le prestataire devra s'assurer également de la protection juridique accordée de droit à tous ses personnels de sécurité incendie qualifiés, salariés de son entreprise, dès lors qu'ils auront été victimes, dans l'exercice de leurs fonctions, des tâches et missions accomplies, de faits pénalement répréhensibles et pour lesquels ils ont déposé plainte *ad hominem*.

Il appartient en particulier au prestataire de faciliter à tous ses personnels de sécurité incendie qualifiés, salariés de son entreprise, les démarches liées à ces états de fait, allant du dépôt de plainte en son nom, auprès des services de police ou de gendarmerie territorialement compétents<sup>27</sup>, à la visite médicale complémentaire, y compris et le cas échéant, au service des urgences médico-judiciaires (UMJ) sur convocation, l'éventuelle assistance d'un conseil lors de la convocation à l'audience de la juridiction de jugement compétente et, partant, de l'éventuelle constitution de partie civile à titre personnel en vue d'obtenir réparation du dommage et du préjudice personnel subi.

Cette tâche ne saurait, de droit, incomber responsable de la structure contractante, où le personnel de sécurité incendie qualifié, salarié du prestataire, est mis à disposition.

Le prestataire s'assurera en particulier du fait que ses personnels de sécurité incendie qualifiés, salariés, exerçant une mission de service public au bénéfice d'un établissement public de santé, soient bien reconnus en tant que tel par la juridiction de première instance, lors de l'audience mais aussi dès lors qu'ils déposent plainte<sup>28</sup> en leur nom propre pour des voies de fait ou des violences subies lors de l'exécution de leur service au quotidien, au profit des personnels en charge d'une mission de service public, patients, visiteurs et biens de la structure contractante.

#### **4.11 Accidents et prises en charge des personnels mis à disposition**

Le prestataire prendra en charge les accidents de travail, y compris les accidents survenus lors des trajets « aller » et « retour »<sup>29</sup> de ses personnels de sécurité incendie qualifiés, salariés de son entreprise, de et vers les sites de la structure contractante, où ils sont habituellement affectés ou détachés pour effectuer les missions et tâches dévolues au prestataire.

Les conditions de prise en charge et d'indemnisation de ces accidents relèvent de la jurisprudence habituelle et constante en la matière, des instances et juridictions saisies et appelées à statuer. A ce titre, le prestataire ne saurait faire valoir de droit d'exemption, fondé sur le fait que le personnel de sécurité incendie qualifié

<sup>27</sup> Conventionnellement, ces dépôts de plaintes doivent avoir lieu au plus près du temps de l'action et de l'atteinte subie, en liaison généralement avec les plaintes des autres victimes.

<sup>28</sup> Cela doit clairement apparaître dans le procès-verbal d'audition de la victime avec précisions quant à son emploi, les dates de présence, la charge de la continuité d'action au service du public et des patients.

<sup>29</sup> Conformément aux dispositions du Code du travail dans ce domaine.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 23 sur 30

concerné, salarié de son entreprise, a été pris en charge et soigné<sup>30</sup> au sein même de la structure contractante ou au sein de toute autre structure sanitaire et de santé, proche.

Le cas échéant et tout particulièrement en cas d'accident avec exposition au sang (AES)<sup>31</sup>, le prestataire signifiera par tous moyens usuels de communication, habituellement utilisés, au responsable de la structure contractante, les circonstances et détails relatifs à cet accident et les mesures qu'il envisage de prendre ou qu'il a d'ores et déjà prises à titre de prévention et de sécurité sanitaire pour le personnel de sécurité incendie qualifié concerné et tous les autres personnels de sécurité incendie qualifiés, salariés de son entreprise, ainsi que vis-à-vis de la structure contractante.

#### **4.12 Adaptation des personnels aux divers sites d'emploi**

Les personnels de sécurité incendie qualifiés, salariés du prestataire, bénéficient des dispositions énoncées supra, de vacances, à nombre et à échéance fixée, d'adaptation à la structure contractante, pour se familiariser avec les consignes, règlements, modes de fonctionnements, postes à tenir, missions et tâches à exécuter, au vu du cahier des CCTP du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

Le prestataire prendra cependant toutes dispositions pour que ses personnels de sécurité incendie qualifiés, salariés de son entreprise, connaissent à minima l'ensemble des emprises, installations, structures, bâtiments, annexes de la structure contractante et des règles et modalités de fonctionnement, tant au quotidien comme en période de crise.

Le prestataire prendra cependant toutes dispositions pour que ses personnels de sécurité incendie qualifiés, salariés de son entreprise, connaissent à minima l'ensemble des axes et itinéraires de liaison existant entre les divers établissements de la structure contractante, en cas de besoin formulé de renforts et d'aide complémentaire sur l'une ou l'autre de ces structures.

A ce titre, un délai contractuel est fixé par la structure contractante pour réaliser à bien ces reconnaissances de sites et ces formations, axées sur la reconnaissance des lieux et leur appropriation, dès la notification du marché subséquent.

Ce délai contractuel ne saurait cependant dépasser au plus un mois franc, à compter du premier jour d'exécution dudit marché. Il apparaîtra ainsi libellé en détail dans les dispositions spécifiques apparaissant dans le CCTP du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

Ces mêmes dispositions, signifiées dans le marché subséquent, notifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre, prévoiront également une mise à jour annuelle de ces formations de mise à niveau et de reconnaissance de sites pour tous les personnels de sécurité qualifiés, salariés du prestataire.

Ces dispositions sont à organiser et à planifier directement entre les parties, dans le cadre d'un accord entre le prestataire et le responsable de la structure contractante.

#### **4.13 Remise à disposition d'un personnel salarié du prestataire**

Le prestataire mettra à disposition de la structure contractante les personnels de sécurité incendie qualifiés, salariés de son entreprise, tels qu'ils sont désignés par catégories professionnelles ou métiers et nommés dans les différents paragraphes cités supra.

Cependant, le représentant de la structure contractante se réserve le droit d'exiger du prestataire le retrait immédiat du service, sans délai de carence, de ce personnel de sécurité incendie qualifié, salarié de son entreprise, pour les motifs suivants :

- Inadaptation sérieuse et persistante<sup>32</sup> à la structure contractante, survenue postérieurement à la période initiale, contractuellement définie dans le marché subséquent ;
- Changement profond et durable de comportement personnel ou professionnel dudit agent de sécurité incendie qualifié, salarié du prestataire ;
- Commission d'une faute professionnelle particulièrement lourde et non admissible ;
- Commission d'une infraction pénale, répréhensible au vu des textes de loi et dispositions réglementaires en vigueur au moment de la commission des faits.

<sup>30</sup> Ne s'agissant là que de soins de première urgence dont la dispensation est absolument nécessaire.

<sup>31</sup> Cette déclaration est obligatoire, sous peine de pénalités sévères applicables, compte tenu de la spécificité des établissements hospitaliers.

<sup>32</sup> L'impossibilité phobique d'être confronté à des aspects sanitaires et physiologiques peuvent en être.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 24 sur 30



Il est expressément remis à disposition d'un personnel tout particulièrement nommé et désigné par le prestataire, au plus tard au terme de la demi-journée ou de la journée d'emploi, tel qu'elle apparaissait sur le planning d'emploi des personnels de sécurité incendie qualifiés, salariés du prestataire, conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

Dans ce cas précis de retrait immédiat du service, l'agent incriminé, salarié du prestataire, est mis en position de retrait d'emploi et d'activité temporaire. Il n'a pas l'autorisation implicite de quitter le site sur lequel il est présent<sup>33</sup> et a été employé ce jour-là, mais uniquement sur la seule décision du responsable de la structure contractante. Il en est obligatoirement informé par le responsable de la structure contractante.

Dans ce cas précis également, le prestataire ne peut se prévaloir d'aucune indemnité compensatrice ou de remplacement de ce personnel de sécurité incendie qualifié, salarié de son entreprise, remis à disposition immédiatement, ni invoquer une impossibilité matérielle ou de ressources humaines adaptées pour y surseoir.

Dans le cas où le retrait d'un personnel de sécurité incendie qualifié, salarié du prestataire, s'avérerait ne pas être décidé en urgence comme dit dans les dispositions citées dans les alinéas supra, mais apparaîtrait comme néanmoins souhaitable et devenu nécessaire à terme, là aussi postérieurement à la période initiale, contractuellement définie dans le marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord cadre, sans que les motifs retenus soient constitutifs et caractéristiques d'une faute grave ou d'un manquement avéré et persistant aux dispositions contractuelles du CCTP dudit marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre, un délai contractuel est étudié et adapté entre le prestataire et le responsable de la structure contractante, pour réaliser à bien cette mesure de remise à disposition du prestataire de ce personnel de sécurité qualifié, salarié du prestataire.

Ce délai contractuel ne saurait dépasser dix jours ouvrés francs, à compter du premier jour de la prise de décision de retrait de la structure contractante, signifiée et notifiée au prestataire selon les usages habituels.

#### **4.14 Discipline intérieure**

Le prestataire veillera à ce que ses personnels de sécurité incendie qualifiés, salariés de son entreprise, respectent scrupuleusement les consignes et directives édictées et figurant toutes dans le règlement intérieur de la structure contractante ou dans les différents documents de travail. A ce titre, un exemplaire au moins du document cité, à jour, aura été mis à disposition du prestataire, au premier jour d'exécution dudit marché subséquent.

A chaque nouvelle édition, cette mise à disposition est renouvelée de façon à ce que le prestataire dispose en permanence d'un document à jour et actualisé, consultable par l'ensemble de ses personnels de sécurité incendie qualifiés, salariés de son entreprise.

A ce titre, le prestataire veillera tout particulièrement à ce que ses personnels de sécurité incendie qualifiés, salariés de son entreprise, mis à disposition de la structure contractante, n'enfreignent nullement les règles suivantes, dont - par ailleurs - la liste citée et énumérée ci-dessous ne saurait être considérée comme étant exhaustive, à la date de signature du présent accord-cadre et, partant, de chacun des futurs accords subséquents, tous signifiés postérieurement conformément aux présentes dispositions :

- Ne pas accepter de gratification ou de rétribution quelconque, de quelque nature qu'elle soit, de pourboire(s), de numéraire, de cadeau(x), de don(s), d'aucune espèce ou forme, de la part d'aucun organisme, d'aucun personnel, ni d'aucune personne, quels qu'en soient les motifs ou les raisons exposés ;
- Ne pas respecter, intégralement et en permanence, les dispositions, connues, signifiées et affichées, relatives à l'interdiction de fumer et de vapoter<sup>34</sup>, tel qu'elles apparaissent dans le règlement intérieur de la structure contractante ;
- Ne pas respecter intégralement les dispositions s'attachant au secret professionnel et au secret médical, en s'engageant à ne révéler à quiconque<sup>35</sup> et à quelque titre que ce soit, ce qu'ils auraient été amenés à constater, observer, voir, entendre, surprendre, suivre, participer ou comprendre ;

<sup>33</sup> Dans son intérêt propre en matière de couverture sociale et d'assurance, nonobstant la possibilité d'être poursuivi pour abandon manifeste de poste s'il partait d'initiative du site.

<sup>34</sup> Le vapotage est considéré depuis 2018 par les textes législatifs comme identifié à la tabagie, avec toutes ses éventuelles conséquences sanitaires possibles.

<sup>35</sup> Seule une autorité de justice, enquêtant dans un cadre judiciaire établi, pourrait délier le personnel concerné de cette obligation.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 25 sur 30

- Ne pas respecter strictement et scrupuleusement, sous quelque motif que ce soit, la déontologie hospitalière, tel qu'elle est explicitée et définie dans le règlement intérieur de la structure contractante ;
- Ne pas prendre parti ou position dans tout débat oral, discussion, manifestation, attroupement, rassemblement, contestation, protestation, projet, écrit, manifeste, publication, affichage, même spontanée, même inopinément ou de caractère temporaire ou éphémère, afin de sauvegarder son indépendance dans l'exécution des seules missions et tâches qui lui sont confiées, dans le cadre du marché, notifié au prestataire ;
- Ne pas faire preuve en temps habituel d'intempérance, de bruits excessifs, de comportements disproportionnés eu égard à la déontologie hospitalière, de comportement autoritaire ou intransigeant, de laxisme dans son savoir-faire, de laisser-aller manifeste tant dans son savoir-être que son savoir-faire.

Le non-respect de l'une seulement de ces conditions par l'un des personnels de sécurité incendie qualifiés, salarié du prestataire, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre, se verrait aussitôt sanctionné, conformément aux dispositions<sup>36</sup> stipulées supra, par le renvoi de la structure contractante de ce personnel et sa remise à disposition immédiate du prestataire, dans les délais prévus.

Le prestataire avisé directement par tout moyen usuel de correspondance et d'information habituellement usité, devra dès lors pourvoir à son remplacement immédiat par un autre de ses personnels de sécurité incendie qualifiés, salariés, formé et agréé à travailler sur le site de la structure contractante.

Compte tenu du caractère particulier de ce non-respect des règles édictées, le prestataire ne saurait se prévaloir du délai contractuel de retrait du personnel de sécurité incendie qualifié, salarié, délai contractuellement défini dans le marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre, entre lui et le responsable de la structure contractante.

Le prestataire ne saurait prétendre, à ce titre, à une quelconque indemnité compensatrice d'éviction pour ces personnels, ayant d'évidence ou par simple négligence, méconnu les dispositions mêmes du règlement intérieur et de discipline de la structure contractante ou omis de les rappeler à échéance régulière à l'ensemble de ses personnels de sécurité incendie qualifiés, salariés de son entreprise.

<sup>36</sup> Voir tout particulièrement à ce titre le paragraphe 4.13 supra et l'ensemble de ses dispositions.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 26 sur 30

## **Annexe n°1 : Alphabet phonétique international**

<b>Lettre de l'alphabet</b>	<b>Correspondance avec l'alphabet phonétique international</b>	<b>Prononciation</b>
<b>A</b>	<b>ALPHA</b>	al-fa
<b>B</b>	<b>BRAVO</b>	bra-vo
<b>C</b>	<b>CHARLIE</b>	char-li
<b>D</b>	<b>DELTA</b>	del-ta
<b>E</b>	<b>ECHO</b>	eck-o
<b>F</b>	<b>FOX-TROT</b>	foks-trott
<b>G</b>	<b>GOLF</b>	golf
<b>H</b>	<b>HOTEL</b>	ho-tel
<b>I</b>	<b>INDIA</b>	inn-di-a
<b>J</b>	<b>JULIET</b>	ju-li-ett
<b>K</b>	<b>KILO</b>	ki-lo
<b>L</b>	<b>LIMA</b>	li-ma
<b>M</b>	<b>MIKE</b>	maïk
<b>N</b>	<b>NOVEMBER</b>	no-vem-beur
<b>O</b>	<b>OSCAR</b>	oss-car
<b>P</b>	<b>PAPA</b>	pa-pa
<b>Q</b>	<b>QUEBEC</b>	ké-bek
<b>R</b>	<b>ROMEO</b>	ro-mé-o
<b>S</b>	<b>SIERRA</b>	si-air-a
<b>T</b>	<b>TANGO</b>	tang-go
<b>U</b>	<b>UNIFORME</b>	u-ni-form
<b>V</b>	<b>VICTOR</b>	vic-tor
<b>W</b>	<b>WHISKY</b>	wiss-ki
<b>X</b>	<b>X-RAY</b>	icks-ré
<b>Y</b>	<b>YANKEE</b>	yan-ki
<b>Z</b>	<b>ZOULOU</b>	zou-lou

## **Annexe n°2 : Tenue et équipements de protection individuelle**

Les illustrations présentées dans cette annexe ne sont fournies qu'à titre indicatif. Elles n'ont pas de valeur contractuelle, contrairement aux descriptions fournies. Les candidats sont libres de proposer des modèles équivalents respectant les prescriptions de l'article 4.4 du présent CCTP et les descriptions du présent document.

### **EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE « NON FEU » - TYPE SP F1**



#### **Veste F1 sécurité incendie KERMEL antistatique rouge**

##### **DESCRIPTIF :**

Veste SP-F1 Tissu KERMEL 240gr/m².  
Support bande patronymique, ouverture devant par boutons et auto-agrippant.  
Sans velcro de grade.

##### **NORMES :**

EPI de catégorie 3 - Norme EN 340- exigences générales  
Certifié selon les normes : EN11612, EN14116, EN 1149-5

#### **Pantalon F1 sécurité incendie KERMEL antistatique marine sans liseré**

Tissu KERMEL antistatique 240 grammes/m²

Pantalon F1 est certifié selon les normes :

EN ISO 11612-14116 (chaleur et flamme) (anciennement normes EN531-533)  
EN 1149-5 (antistatique).



#### **Ceinture coton marine boucle chromée**

Ceinture en tresse 100% coton marine

#### **Botte Incendie multi-usages en cuir (= classe 1)**

Semelle anti perforation et coque selon la norme EN 15090 : Métal  
Montage NORVEGIEN sur mur gravé entoilé, donc entièrement ressemblable

Double système de serrage constitué d'un laçage frontal et de deux fermetures à glissières droites positionnées de chaque côté, avec soufflets d'étanchéité

Chaussure antistatique (F2A)

**NORME : EN 15090 - Type 2 - Niveau Hi3 - F2A**



A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 28 sur 30

## EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE COMPLEMENTAIRES



### **Cagoule intervention feu**

Cagoule en interlock CONEX, NOMEX ou KERMEL viscose normalisée CE, (couleur : indifférent)

### **Ceinturon d'intervention feu**

Ceinturon d'intervention feu avec bande rétro réfléchissante microbille gris, muni d'un œillet "D" et d'un mousqueton.



### **Clé polycoise**

En bronze d'aluminium anti étincelle - « 11 fonctions ».



### **Gants d'intervention type SP**

Gants cuir de bovin oléo hydrofugé et doublés kevlar. Avec manchette en croute de cuir protège artère, serrage par auto-agrippant. Certifié EN420 ISO 15383.

### **Parka type sapeurs-pompiers en tissu microporeux imper-respirant 85% polyester 15% polyuréthane**

Coloris rouge, membrane et coutures étanches. Doublure thermique amovible zippée en taffetas 100% polyester, ouatinée matelassée.

Capuche avec visière, cordon de serrage et bloqueurs, fermée sous le menton par une patte auto-agrippant et logée dans le col.

Fermeture devant par glissière cachée sous rabat fermé par auto agrippant. 2 poches basses fermées par rabat avec dispositif main chaude (maille polaire).

1 poche intérieure verticale de type "Napoléon" accessible même si doublure thermique en place. Bas des manches munis d'une patte de réglage par auto agrippant et d'une manchette intérieure en bord côtes extensible. Bandes rétro-réfléchissantes cousues en microbille grises au niveau poitrine et à la base.

Certifiée selon les normes :

EN 340.2003 EN 343.2003+A1.2007 classe 3-2 EN14058.2004.



### **Lampe d'intervention**

•Certifiée ATEX zone 0

Rechargeable (prévoir à minima un chargeur en dotation au PC de sécurité incendie)

Avec son porte lampe.



A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 29 sur 30

**Annexe n°3 : Cadre de réponse technique – Lot 03**

⇒ **Document nommé « 25-014 – CCTP\_Annexe 3\_CRT Lot 03 »**

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 30 sur 30